

**Loi
du
modifiant la loi sur l'Université**

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu l'article 65 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;

Vu le message du Conseil d'Etat du 1^{er} octobre 2013;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

La loi du 19 novembre 1997 sur l'Université (RSF 430.1) est modifiée comme il suit:

Art. 9 [Financement]

b) Convention d'objectifs et enveloppe budgétaire

¹ L'Université prépare régulièrement une planification stratégique sur une période de dix ans, qui est présentée au Conseil d'Etat qui en prend acte.

² Tous les cinq ans, l'Université établit une planification pluriannuelle définissant ses objectifs, les modalités qu'elle entend mettre en œuvre pour les atteindre, les ressources nécessaires pour les financer et les critères permettant de déterminer si ces objectifs ont été atteints.

³ Tous les cinq ans, sur la base de la planification pluriannuelle, l'Etat et l'Université négocient et concluent une convention d'objectifs. Dans le cadre de celle-ci, le Conseil d'Etat fixe les enveloppes budgétaires annuelles nécessaires au fonctionnement de l'Université et à la réalisation de la convention d'objectifs. Selon la même procédure, il fixe les crédits d'investissements.

**Gesetz
vom
zur Änderung des Gesetzes über die Universität**

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf Artikel 65 der Freiburger Kantonsverfassung vom 16. Mai 2004;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 1. Oktober 2013;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Das Gesetz vom 19. November 1997 über die Universität (SGF 430.1) wird wie folgt geändert:

Art. 9 [Finanzierung]

b) Zielvereinbarung und Globalbudget

¹ Die Universität erarbeitet regelmässig einen Strategieplan mit einem Planungshorizont von zehn Jahren, der dem Staatsrat zur Kenntnisnahme unterbreitet wird.

² Alle fünf Jahre erstellt die Universität eine Mehrjahresplanung, in der ihre Ziele, die Rahmenbedingungen, mit denen sie erreicht werden sollen, die benötigten Mittel, um sie zu erreichen, sowie die Methoden und Kriterien, mit denen geprüft werden kann, ob die Ziele erreicht wurden, festgelegt werden.

³ Alle fünf Jahre handeln der Staat und die Universität auf der Grundlage der Mehrjahresplanung eine Zielvereinbarung aus und unterzeichnen diese. In der Zielvereinbarung legt der Staatsrat die jährlichen Globalbudgets für den Betrieb der Universität und für die Umsetzung der Zielvereinbarung fest. Nach demselben Verfahren beschliesst er die Investitionskredite.

⁴Dans le cadre de cette enveloppe, l'Université élabore une proposition de budget.

⁵L'Université dispose librement de l'enveloppe budgétaire et du budget, dans les limites de la législation sur le personnel de l'Etat et de la convention d'objectifs fixant ses obligations. Elle bénéficie des dérogations aux principes de l'annualité et de la spécification du budget prévues dans le règlement financier ratifié par le Conseil d'Etat.

⁶Les compétences budgétaires du Grand Conseil sont réservées.

⁷L'Université présente au Conseil d'Etat un rapport sur la réalisation de la convention d'objectifs.

Changement de numérotation

L'actuel article 10a devient l'article 10c.

L'actuel article 10b devient l'article 10d.

Art. 10a (nouveau) d) Fonds de l'innovation et du développement

L'Université crée un fonds en faveur de l'innovation et du développement de l'Université. Ce fonds, qui est plafonné selon une limite fixée dans son règlement d'utilisation, est alimenté par le budget et par la moitié de la part non utilisée du budget annuel, qui reste acquise à l'Université.

Art. 10b (nouveau) Taxes et émoluments

¹L'Université perçoit des taxes et des émoluments pour les prestations en matière d'inscription et d'examsens.

²Le montant des taxes d'inscription et d'examsens ne doit pas constituer un obstacle à l'accès aux études.

³Il peut être tenu compte du domicile extracantonal des étudiants.

⁴L'Université peut prélever des émoluments auprès des membres de la communauté universitaire pour ses prestations particulières, notamment pour financer des institutions sociales et culturelles ainsi que des activités sportives.

⁵Le Conseil d'Etat fixe la taxe d'inscription, et l'Université fixe les autres taxes et émoluments.

⁴Im Rahmen dieses Globalbudgets arbeitet die Universität einen Budgetvorschlag aus.

⁵Die Universität verfügt im Rahmen der Gesetzgebung über das Staatspersonal und der Zielvereinbarung, in der ihre Verpflichtungen festgelegt sind, frei über das Globalbudget und ihr Budget. Sie kann vom Prinzip der Jährlichkeit und der Spezifikation des Budgets abweichen, soweit dies in dem vom Staatsrat genehmigten Finanzreglement vorgesehen ist.

⁶Die budgetären Kompetenzen des Grossen Rates bleiben vorbehalten.

⁷Die Universität legt dem Staatsrat einen Bericht über die Umsetzung der Zielvereinbarung vor.

Änderung der Nummerierung

Artikel 10a wird neu Artikel 10c.

Artikel 10b wird neu Artikel 10d.

Art. 10a (neu) d) Innovations- und Entwicklungsfonds

Die Universität richtet einen Fonds zur Innovations- und Entwicklungsförderung ein. Dieser Fonds, dessen Obergrenze im entsprechenden Reglement festgelegt ist, wird gespeist durch das ordentliche Staatsbudget und durch die Hälfte des nicht verwendeten Anteils des Jahresbudgets der Universität.

Art. 10b (neu) Gebühren

¹Die Universität erhebt Gebühren für ihre Leistungen bei der Einschreibung und den Prüfungen.

²Die Höhe der Einschreibe- und Prüfungsgebühren darf jedoch kein Hindernis für den Zugang zum Studium darstellen.

³Die Universität kann dabei den ausserkantonalen Wohnsitz der Studierenden berücksichtigen.

⁴Die Universität kann ferner bei den Mitgliedern der Universitätsgemeinschaft Gebühren für besondere Leistungen erheben, vor allem zur Finanzierung sozialer und kultureller Einrichtungen sowie sportlicher Aktivitäten.

⁵Der Staatsrat legt die Einschreibegebühr fest und die Universität die übrigen Gebühren und Beiträge.

Art. 10e (nouveau) Participation financière

L'Université fixe et perçoit des taxes et des émoluments pour ses prestations en matière de formation continue. Ces taxes doivent en principe garantir la couverture des frais; elles peuvent toutefois être fixées en fonction des prix usuellement pratiqués pour des prestations comparables.

Art. 11a (nouveau) Grades et titres universitaires

- ¹ Les grades universitaires sont définis dans les statuts de l'Université.
- ² Par titres universitaires, on entend les dénominations attribuées aux titulaires de grades universitaires.
- ³ Les grades et les titres universitaires sont protégés par la présente loi.

Art. 11b (nouveau) Disposition pénale

- ¹ Est puni des arrêts ou de l'amende celui qui porte un titre protégé au sens de la présente loi sans être titulaire du grade correspondant.
- ² Le juge peut ordonner la publication du jugement.
- ³ La poursuite et le jugement de ces contraventions ont lieu conformément au code de procédure pénale. Pour le surplus, les dispositions de la loi d'application du code pénal sont applicables.
- ⁴ Les dispositions du code pénal relatives aux faux dans les titres sont réservées.

Art. 11c (nouveau) Sanctions disciplinaires

L'étudiant ou l'auditeur qui porte atteinte à l'ordre universitaire est passible des sanctions disciplinaires suivantes prononcées par le Rectorat, compte tenu notamment de la gravité de l'infraction:

- a) le blâme;
- b) l'amende, jusqu'à 500 francs au maximum;
- c) l'avertissement;
- d) la suspension;
- e) l'exclusion.

Art. 10e (neu) Kursgelder

Die Universität legt Gebühren für ihre Leistungen auf dem Gebiet der Weiterbildung fest und zieht diese auch ein. Die Gebühren müssen grundsätzlich kostendeckend sein. Sie können jedoch an die Preise angepasst werden, die üblicherweise für vergleichbare Leistungen verlangt werden.

Art. 11a (neu) Akademische Grade und Titel

- ¹ Die akademischen Grade werden in den Statuten der Universität beschrieben.
- ² Unter akademischen Titeln versteht man die Bezeichnungen für die Inhaberinnen und Inhaber von akademischen Graden.
- ³ Die akademischen Grade und Titel sind nach diesem Gesetz geschützt.

Art. 11b (neu) Strafbestimmung

- ¹ Wer einen nach diesem Gesetz geschützten Titel trägt, ohne Inhaber des entsprechenden Grades zu sein, wird mit Haft oder mit Busse bestraft.
- ² Das Gericht kann die Veröffentlichung des Urteils anordnen.
- ³ Die Verfolgung und die Beurteilung dieser Übertretungen werden durch die Strafprozeßordnung geregelt. Im Übrigen gelten die Bestimmungen des Einführungsgesetzes zum Strafgesetzbuch.
- ⁴ Die Bestimmungen des Strafgesetzbuchs zur Urkundenfälschung bleiben vorbehalten.

Art. 11c (neu) Disziplinarmassnahmen

Gegen Studierende oder Hörerinnen und Hörer, die gegen die Universitätsordnung verstossen, ergreift das Rektorat unter Berücksichtigung der Schwere des Verstosses folgende Disziplinarmassnahmen:

- a) Verwarnung;
- b) Busse bis maximal 500 Franken;
- c) Verweis;
- d) Suspendierung;
- e) Ausschluss.

Art. 11d (nouveau) Statut du personnel

¹ Le statut des personnes travaillant au service de l’Université est régi par la législation sur le personnel de l’Etat.

² Pour qu’il soit tenu compte des particularités liées à la gestion de l’Université, les compétences suivantes attribuées au Conseil d’Etat sont exercées par le Rectorat:

- a) la gestion des compétences professionnelles du personnel (art. 19 LPers);
- b) l’encouragement aux inventions du personnel (art. 23 LPers);
- c) les modalités de la mise au concours des emplois (art. 25 LPers).

³ Le règlement adopté par l’Université concernant le personnel est soumis à l’approbation du Conseil d’Etat.

⁴ La gestion du personnel est assumée par une unité centralisée de l’Université.

Art. 15 al. 2

² Si l’activité accessoire est importante et durable, le Rectorat peut exiger une réduction du taux d’occupation à l’Université.

Art. 16 Composition

Les statuts de l’Université déterminent les catégories du corps professoral et fixent leurs droits et leurs obligations, dans les limites de la législation sur le personnel de l’Etat.

Art. 17 al. 1

¹ Les membres du corps professoral sont engagés par le Rectorat, sur la proposition de la faculté.

Art. 19 Fin des rapports de service

¹ Les rapports de service des membres du corps professoral de l’Université cessent de plein droit à la fin de l’année universitaire au cours de laquelle ils ont atteint l’âge fixé dans la législation sur le personnel de l’Etat.

Art. 11d (neu) Dienstverhältnis des Personals

¹ Das Dienstverhältnis der an der Universität tätigen Personen wird durch die Gesetzgebung über das Staatspersonal geregelt.

² Um den Besonderheiten in der Führung und Verwaltung der Universität Rechnung zu tragen, werden die folgenden Zuständigkeiten des Staatsrats vom Rektorat ausgeübt:

- a) das Personalförderungssystem (Art. 19 StPG);
- b) die Förderung von Erfindungen und Vorschlägen des Personals (Art. 23 StPG);
- c) die Modalitäten der Ausschreibung offener Stellen (Art. 25 StPG).

³ Das von der Universität erlassene Personalreglement bedarf der Genehmigung durch den Staatsrat.

⁴ Die Personalbewirtschaftung wird von einer Zentraleinheit der Universität wahrgenommen.

Art. 15 Abs. 2

² Bei einer andauernden umfangreichen Nebenbeschäftigung kann das Rektorat eine Herabsetzung des Beschäftigungsgrades an der Universität verlangen.

Art. 16 Zusammensetzung

Die Statuten der Universität legen die Kategorien der Professorenschaft sowie, im Rahmen der Gesetzgebung über das Staatspersonal, deren Rechte und Pflichten fest.

Art. 17 Abs. 1

¹ Die Mitglieder der Professorenschaft werden vom Rektorat auf Antrag der Fakultät angestellt.

Art. 19 Beendigung des Dienstverhältnisses

¹ Das Dienstverhältnis von Mitgliedern der Professorenschaft der Universität endet von Rechts wegen am Ende des akademischen Jahres, in dem sie das in der Gesetzgebung über das Staatspersonal festgelegte Altersjahr erreicht haben.

² Les membres du corps professoral et les collaborateurs scientifiques permanents ne peuvent donner leur démission que pour la fin d'un semestre et moyennant un avertissement adressé à l'autorité d'engagement par voie hiérarchique, sauf accord particulier, six mois avant cette date.

Art. 20 al. 3 et al. 4 (nouveau)

³ Sur la proposition de la faculté, le Rectorat peut accorder le titre de professeur titulaire aux chargés de cours qui ont les qualités scientifiques et didactiques requises d'un professeur d'université.

⁴ Les statuts de l'Université déterminent les catégories de chargés de cours et fixent leur statut, dans les limites de la législation sur le personnel de l'Etat.

Art. 24 al. 4 (nouveau)

⁴ En cas de restriction d'admission, des conditions d'admission particulières peuvent être fixées pour les candidats de nationalité étrangère, notamment en ce qui concerne le domicile, le statut d'étranger et le titre de fin d'études. Le Conseil d'Etat règle les modalités de détail par voie d'ordonnance.

Art. 25

Abrogé

Art. 25a (nouveau) Durée des études

¹ Les programmes d'études doivent être conçus de telle façon que les étudiants à plein temps puissent achever leurs études dans les délais ordinaires fixés par les règlements d'études.

² Les règlements d'études peuvent limiter la durée des études dans les différentes filières ou parties de formation. Ils contiennent des dispositions autorisant la prolongation des délais pour de justes motifs.

³ Les règlements peuvent prévoir l'exclusion de la filière suivie en cas de dépassement de délais sans juste motif.

Art. 26 Engagement

Les membres du personnel administratif et technique sont engagés par le Rectorat.

² Die Mitglieder der Professorenschaft und die ständigen wissenschaftlichen Mitarbeitenden können ihren Rücktritt nur auf das Ende eines Semesters mit einer auf dem Dienstweg an die Anstellungsbehörde gerichteten Kündigung einreichen. Die Kündigungsfrist beträgt sechs Monate. Besondere Abmachungen bleiben vorbehalten.

Art. 20 Abs. 3 und Abs. 4 (neu)

³ Auf Antrag der Fakultät kann das Rektorat Lehrbeauftragten, die über die wissenschaftlichen und didaktischen Qualitäten eines Universitätsprofessors verfügen, den Titel eines Titularprofessors verleihen.

⁴ Die Statuten der Universität legen die Kategorien der Lehrbeauftragten fest und bestimmen ihr Dienstverhältnis im Rahmen der Gesetzgebung über das Staatspersonal.

Art. 24 Abs. 4 (neu)

⁴ Bei Zulassungsbeschränkungen können für ausländische Studienanwärterinnen und -anwärter besondere Zulassungsbedingungen festgelegt werden, insbesondere was Wohnsitz, Ausländerstatus und Vorbildungsausweis betrifft. Der Staaatsrat regelt die Einzelheiten in einer Verordnung.

Art. 25

Aufgehoben

Art. 25a (neu) Studiendauer

¹ Die Studienpläne müssen so ausgestaltet werden, dass Vollzeitstudierende ihr Studium in der Regelzeit, die in den Studienreglementen vorgesehen ist, abschliessen können.

² Die Studienreglemente können die Dauer der einzelnen Studiengänge und Studienabschnitte beschränken. Sie sehen Fristverlängerungen aus wichtigen Gründen vor.

³ Sie können den Ausschluss vom betreffenden Studiengang vorsehen, wenn eine Frist ohne wichtigen Grund überschritten wird.

Art. 26 Anstellung

Das administrative und technische Personal wird vom Rektorat angestellt.

Intitulé du Chapitre III

Organisation de l'Université et de ses facultés

Art. 27 al. 1

¹ L'Université, qui est dirigée par les organes centraux, dans le cadre de leurs compétences respectives, est structurée en facultés, lesquelles sont subdivisées en d'autres unités d'enseignement et de recherche. Certaines unités peuvent être interfacultaires.

Art. 29 al. 1 let. b et c et al. 2 let. a, b et d (nouvelle)

[¹ Doivent être ratifiés par le Conseil d'Etat:]

- b) les règlements régissant l'admission à l'Université ainsi que les règlements concernant le personnel et les finances;
- c) la création ou la suppression de facultés; et

[² Doivent être ratifiés par la Direction:]

- a) *abrogée*
- b) *abrogée*
- d) les règlements et les plans d'études concernant la formation des enseignants.

Art. 30 Principes

Les organes centraux sont le Sénat, le Rectorat et l'Assemblée plénière.

Art. 31 al. 1 à 3

¹ Le Sénat est composé de douze membres, dont six sont désignés par l'Etat et six par la communauté universitaire.

² Les membres désignés par l'Etat sont choisis en dehors de l'Université et sont élus pour quatre ans. Trois d'entre eux sont élus par le Grand Conseil; les trois autres sont élus par le Conseil d'Etat. Tous sont choisis en fonction de leurs compétences scientifiques, culturelles, économiques ou sociales. Un d'entre eux au moins est choisi hors canton.

³ La communauté universitaire est représentée par trois professeurs, un collaborateur scientifique, un étudiant et un membre du personnel administratif et technique, élus selon les modalités fixées par les statuts de l'Université.

Überschrift des 3. Kapitels

Organisation der Universität und ihrer Fakultäten

Art. 27 Abs. 1

¹ Die Universität, die von den zentralen Organen im Rahmen ihrer jeweiligen Kompetenzen geführt wird, besteht aus Fakultäten, die in einzelne Lehr- und Forschungseinheiten unterteilt sind. Darunter können sich auch interfakultäre Einheiten befinden.

Art. 29 Abs. 1 Bst. b und c und Abs. 2 Bst. a, b und d (neu)

[¹ Der Genehmigung des Staatsrats bedürfen:]

- b) die Reglemente über die Zulassung zur Universität und die Reglemente über das Personal und die Finanzen;
- c) die Schaffung oder Aufhebung von Fakultäten; und

[² Der Genehmigung der Direktion bedürfen:]

- a) *Aufgehoben*
- b) *Aufgehoben*
- d) die Reglemente und die Studienpläne zur Lehrerinnen- und Lehrerbildung.

Art. 30 Grundsatz

Die zentralen Organe sind der Senat, das Rektorat und die Plenarversammlung.

Art. 31 Abs. 1–3

¹ Der Senat besteht aus zwölf Mitgliedern; sechs werden vom Staat und sechs von der Universitätsgemeinschaft bezeichnet.

² Die vom Staat bezeichneten Mitglieder werden von ausserhalb der Universität und für eine Amtszeit von vier Jahren gewählt. Drei von ihnen werden vom Grossen Rat und die drei übrigen vom Staatsrat gewählt. Alle werden aufgrund ihrer wissenschaftlichen, kulturellen, wirtschaftlichen und sozialen Kompetenzen ausgewählt. Mindestens eines von ihnen stammt von ausserhalb des Kantons.

³ Die Universitätsgemeinschaft wird durch drei Professoren, einen wissenschaftlichen Mitarbeiter, einen Studierenden und ein Mitglied des administrativen und technischen Personals vertreten; sie werden nach den in den Statuten der Universität festgelegten Modalitäten gewählt.

Art. 32 al. 1

¹ Le Sénat se constitue lui-même. Il désigne un président, qui est choisi parmi les membres désignés par l'Etat, et un vice-président, qui est choisi parmi les représentants de la communauté universitaire.

Art. 33 c) Compétences et tâches

Le Sénat est l'organe délibératif suprême de l'Université; il a les compétences et tâches suivantes:

a) Stratégiques et qualitatives

1. adopter, sous réserve des compétences cantonales et fédérales, les documents définissant la politique générale de l'Université et les grandes lignes du développement de celle-ci, élaborés par le Rectorat;
2. émettre à l'intention du Rectorat des recommandations sur toutes les questions d'intérêt général concernant l'Université;
3. soumettre périodiquement à évaluation, en accord avec le Rectorat, tout ou partie de la politique générale, des activités, des cours et du fonctionnement de l'Université;
4. assurer la liberté académique;

b) Financières

- préaviser, à l'intention de la Direction et du Conseil d'Etat, la proposition rectoriale de convention d'objectifs et d'enveloppe budgétaire, le budget et les comptes de l'Université ainsi que le rapport de réalisation de la convention d'objectifs;

c) Législatives

1. adopter les statuts de l'Université ainsi que les règlements et conventions qui concernent l'ensemble de l'Université;
2. ratifier les statuts des unités d'enseignement et de recherche et des corps universitaires;

d) Electives

1. élire le recteur, sur la proposition de l'Assemblée plénière;
2. élire les vice-recteurs, sur la proposition du recteur.

Art. 32 Abs. 1

¹ Der Senat konstituiert sich selber. Er bestimmt einen Präsidenten und einen Vizepräsidenten; der Präsident wird unter den vom Staat bezeichneten Mitgliedern und der Vizepräsident unter den Vertretern der Universitätsgemeinschaft gewählt.

Art. 33 c) Kompetenzen und Aufgaben

Der Senat ist das oberste beschlussfassende Organ der Universität. Er hat folgende Kompetenzen und Aufgaben:

a) Strategische und qualitätsbezogene Kompetenzen und Aufgaben

1. Er genehmigt die vom Rektorat ausgearbeiteten Unterlagen zur Festlegung der allgemeinen Politik und des Entwicklungskonzepts der Universität; die Kompetenzen des Kantons und des Bundes bleiben vorbehalten.
2. Er gibt zuhanden des Rektorats Empfehlungen ab zu allen Fragen, die für die Universität von allgemeinem Interesse sind.
3. Im Einvernehmen mit dem Rektorat unterzieht der Senat periodisch die allgemeine Politik, die Tätigkeit, die Vorlesungen und Kurse sowie den Betrieb der Universität ganz oder teilweise einer Evaluation.
4. Er gewährleistet die akademische Freiheit.

b) Finanzielle Kompetenzen und Aufgaben

- Er nimmt zuhanden der Direktion und des Staatsrats Stellung zur Zielvereinbarung und zum Globalbudget, die vom Rektorat beantragt werden, zum Budget und zur Rechnung der Universität sowie zum Bericht über die Umsetzung der Zielvereinbarung.

c) Gesetzgeberische Kompetenzen und Aufgaben

1. Er erlässt die Statuten der Universität und die Reglemente und Vereinbarungen, die die gesamte Universität betreffen.
2. Er genehmigt die Statuten der Lehr- und Forschungseinheiten und der universitären Körperschaften.

d) Wahlkompetenzen und -aufgaben

1. Er wählt den Rektor auf Antrag der Plenarversammlung.
2. Er wählt die Vizerektoren auf Antrag des Rektors.

Art. 34 al. 2, 2^e phr., et al. 3, 2^e phr.

Remplacer les mots «quatre ans» par «cinq ans».

Art. 35 al. 1 et 2

¹ Le Rectorat est l'organe dirigeant et exécutif de l'Université; il a les compétences et tâches suivantes:

a) Stratégiques et qualitatives

1. élaborer les documents définissant la politique générale de l'Université et les grandes lignes du développement de celle-ci, notamment les planifications pluriannuelles;
2. favoriser la coordination avec les autres institutions d'enseignement ou de recherche;
3. valider les programmes d'enseignement et décider la création, la suppression ainsi que la repourvue de tous les postes du corps professoral et des collaborateurs scientifiques permanents, en conformité avec la stratégie générale de l'Université et les grandes lignes du développement de celle-ci;
4. assurer la coordination de l'enseignement et de la recherche au sein de l'Université et la réglementation des études interfacultaires;
5. organiser le contrôle de qualité de l'enseignement et de la recherche et transmettre un rapport au Sénat;
6. élaborer une stratégie de communication et d'information;
7. assurer les relations avec l'Etat et les autres hautes écoles;

b) Financières

1. négocier et conclure la convention d'objectifs, élaborer la proposition d'enveloppe budgétaire ainsi que le budget et les comptes de l'Université;
2. décider de l'utilisation du fonds en faveur de l'innovation et du développement de l'Université;
3. établir le rapport de réalisation de la convention d'objectifs;

Art. 34 Abs. 2, 2. Satz, und Abs. 3, 2. Satz

Den Ausdruck «vier Jahre» durch «fünf Jahre» ersetzen.

Art. 35 Abs. 1 und 2

¹ Das Rektorat ist das leitende und vollziehende Organ der Universität. Es hat folgende Kompetenzen und Aufgaben:

a) Strategische und qualitätsbezogene Kompetenzen und Aufgaben

1. Es ist verantwortlich für die Ausarbeitung der allgemeinen Politik der Universität und ihres Entwicklungskonzepts, insbesondere der Mehrjahresplanung.
2. Es fördert die Koordination mit den anderen Lehr- und Forschungseinrichtungen.
3. Es bestätigt die Lehrprogramme und entscheidet in Übereinstimmung mit der allgemeinen Politik der Universität und ihrem Entwicklungskonzept über die Schaffung, Aufhebung und Besetzung sämtlicher Stellen der Professorenschaft und der ständigen wissenschaftlichen Mitarbeiter.
4. Es gewährleistet die Koordination von Lehre und Forschung innerhalb der Universität und erlässt Reglemente über interfakultäre Studien.
5. Es organisiert die Qualitätskontrolle in Lehre und Forschung und übermittelt dem Senat einen Bericht.
6. Es arbeitet eine Kommunikations- und Informationsstrategie aus.
7. Es pflegt die Beziehungen zum Staat und zu den anderen Hochschulen.

b) Finanzielle Kompetenzen und Aufgaben

1. Es handelt die Zielvereinbarung aus, schliesst diese ab und erarbeitet den Vorschlag für das Globalbudget sowie das jährliche Budget und die Jahresrechnung der Universität.
2. Es entscheidet über die Verwendung des Fonds zur Innovations- und Entwicklungsförderung.
3. Es erstellt den Bericht über die Umsetzung der Zielvereinbarung.

- c) Législatives
 - 1. proposer au Sénat les statuts de l'Université et les règlements et conventions qui concernent l'ensemble de l'Université;
 - 2. approuver les statuts des unités d'enseignement et de recherche et des corps universitaires;
 - 3. approuver les règlements élaborés par les facultés;
 - 4. adopter les directives concernant l'administration centrale de l'Université et les services et commissions qui lui sont rattachés;
- d) Exécutives
 - 1. proposer aux organes de l'Université et des facultés toutes les mesures utiles dans l'intérêt de l'Université;
 - 2. trancher les conflits entre facultés, sous réserve de recours au Conseil d'Etat;
 - 3. veiller au maintien de l'ordre universitaire et prendre les mesures disciplinaires prévues par la présente loi;
 - 4. veiller à l'application de la loi, des statuts et des règlements au sein de l'Université;
- e) Administratives
 - 1. assurer la gestion des ressources humaines de l'Université, sa gestion budgétaire et comptable ainsi qu'une utilisation rationnelle de ses locaux et équipements;
 - 2. examiner avec les instances compétentes de l'Etat les projets relatifs à la construction et à la réfection des bâtiments universitaires.

²Le Rectorat est en outre compétent pour toutes les décisions relatives au fonctionnement de l'Université que la loi ou la réglementation d'exécution ne confient pas à un autre organe ou qu'il n'a pas lui-même déléguées.

Art. 36 al. 1

¹ Le recteur dirige et préside le Rectorat, veille à la mise en œuvre des décisions de celui-ci et traite les affaires courantes.

- c) Gesetzgeberische Kompetenzen und Aufgaben
 - 1. Es beantragt dem Senat die Statuten der Universität sowie die Reglemente und Vereinbarungen, die die gesamte Universität betreffen.
 - 2. Es genehmigt die Statuten der Lehr- und Forschungseinheiten sowie der universitären Körperschaften.
 - 3. Es genehmigt die von den Fakultäten ausgearbeiteten Reglemente.
 - 4. Es erlässt die Richtlinien zur zentralen Verwaltung der Universität und der ihm unterstehenden Dienste und Kommissionen.
- d) Exekutive Kompetenzen und Aufgaben
 - 1. Es beantragt den Organen der Universität und der Fakultäten alle Massnahmen im Interesse der Universität.
 - 2. Es entscheidet bei Konflikten zwischen Fakultäten; Beschwerden an den Staatsrat sind vorbehalten.
 - 3. Es sorgt für die Aufrechterhaltung der Ordnung an der Universität und ergreift die Disziplinarmassnahmen nach diesem Gesetz.
 - 4. Es sorgt für die Anwendung des Gesetzes, der Statuten und der Reglemente an der Universität.
- e) Administrative Kompetenzen und Aufgaben
 - 1. Es sorgt für die Personalführung, die Budget- und Rechnungsführung der Universität sowie die zweckmässige Nutzung ihrer Räumlichkeiten und Einrichtungen.
 - 2. Es prüft zusammen mit den zuständigen Dienststellen des Staates die Projekte für den Bau und die Instandstellung der Universitätsgebäude.

² Das Rektorat ist zudem zuständig für alle Entscheide zum Betrieb der Universität, die das Gesetz oder das Ausführungsreglement nicht einem anderen Organ überträgt oder die das Rektorat nicht einem anderen Organ übertragen hat.

Art. 36 Abs. 1

¹ Der Rektor leitet und präsidiert das Rectorat; er sorgt für die Ausführung der Rektoratsbeschlüsse und erledigt die laufenden Geschäfte.

Art. 38 e) Administration centrale

L'administration centrale, qui doit être organisée de manière rationnelle, efficace et transparente, exécute les tâches qui lui sont confiées par le Rectorat, le recteur ou les personnes désignées par lui.

Art. 39 al. 2

² Elle [*l'Assemblée plénière*] est composée des membres du corps professoral ainsi que des personnes suivantes, élues par leurs corps respectifs selon les modalités fixées dans les statuts de l'Université:

- a) par faculté, deux représentants du corps des collaborateurs scientifiques, deux représentants du corps des étudiants et un représentant du personnel administratif et technique;
- b) cinq représentants du personnel administratif et technique dépendant des organes centraux.

Art. 40 à 42

Abrogés

Art. 43 al. 1, 3 et 3^{bis} (nouveau)

¹ Les facultés sont responsables de l'enseignement et de la recherche, qu'elles organisent dans le cadre fixé par les organes centraux de l'Université. Elles veillent à la relève scientifique.

³ Tout en tenant compte des impératifs de la politique générale de l'Université et des grandes lignes du développement de celle-ci, notamment en matière de coordination universitaire et interuniversitaire, les facultés élaborent les programmes d'enseignement.

^{3bis} Elles confèrent les grades universitaires et adoptent les règlements fixant les conditions de leur octroi.

Art. 44 al. 1 et 2

¹ Chaque faculté est dotée d'un Conseil de faculté et d'un doyen.

² Dans les affaires qui sont de la compétence des organes centraux et qui touchent spécialement une faculté, celle-ci est consultée.

Art. 38 e) Zentrale Verwaltung

Die zentrale Verwaltung, die rationell, effizient und transparent organisiert sein soll, führt die Aufgaben aus, die ihr vom Rektorat, vom Rektor oder von den ihm bezeichneten Personen übertragen werden.

Art. 39 Abs. 2

² Sie [*die Plenarversammlung*] setzt sich zusammen aus Mitgliedern der Professorenschaft und aus den folgenden Personen, die von ihren jeweiligen Körperschaften nach den Verfahrensregeln der Statuten der Universität gewählt werden:

- a) je Fakultät zwei Vertreter der Körperschaft der wissenschaftlichen Mitarbeiter, zwei Vertreter der Studierenden und ein Vertreter des administrativen und technischen Personals;
- b) fünf Vertreter des administrativen und technischen Personals, das in den zentralen Organen tätig ist.

Art. 40–42

Aufgehoben

Art. 43 Abs. 1, 3 und 3^{bis} (neu)

¹ Die Fakultäten sind verantwortlich für Lehre und Forschung, die sie im Rahmen, der von den zentralen Organen der Universität vorgegeben wird, organisieren. Sie sorgen für den akademischen Nachwuchs.

³ Unter Vorbehalt der Erfordernisse der allgemeinen Politik der Universität und des Entwicklungskonzepts, insbesondere auf dem Gebiet der Koordination innerhalb der Universität und mit anderen Universitäten, erarbeiten die Fakultäten die Lehrprogramme.

^{3bis} Sie verleihen die akademischen Grade und erlassen Reglemente über die Erlangung dieser Grade.

Art. 44 Abs. 1 und 2

¹ Jede Fakultät verfügt über einen Fakultätsrat und einen Dekan.

² In Belangen, die in den Zuständigkeitsbereich der zentralen Organe fallen, aber eine Fakultät besonders betreffen, wird diese angehört.

Art. 45 al. 2 let. c

[² Le Conseil de faculté:]

- c) élit le doyen, sous réserve de la ratification par le recteur; et

Art. 46 al. 1 et 3 let. a

¹ Le doyen de la faculté est choisi parmi les membres du corps professoral de la faculté. Il est élu au moins pour quatre ans et est rééligible. Le recteur ratifie son élection. Le doyen est libéré partiellement de ses tâches d'enseignement et de recherche.

[³ Le doyen:]

- a) préside et dirige le Conseil de faculté, veille à la mise en œuvre des décisions de celui-ci, prend les décisions placées dans sa compétence et traite les affaires courantes;

Art. 46a (nouveau) Conférence des doyens

Le Recteur réunit régulièrement les doyens en conférence.

Art. 47 al. 4 (nouveau)

⁴ Lorsque le but, les tâches ou le financement d'un institut le justifie et sur la proposition du Sénat de l'Université, le Conseil d'Etat peut exceptionnellement conférer à cet institut la personnalité morale de droit public et définir les particularités de son statut.

Art. 47a (nouveau) Instituts associés

¹ L'Université peut conclure avec un institut scientifique externe une convention en vue d'association, à condition que l'institut soit de niveau universitaire et ne poursuive aucun but lucratif.

² La convention précise les termes et conditions du statut d'institut associé, mais prévoit au minimum le contrôle annuel des comptes, la soumission aux procédures d'assurance qualité de l'Université et l'intégration de l'institut associé dans la planification stratégique.

³ Le Conseil d'Etat approuve la convention lorsqu'elle entraîne des répercussions sur les contributions cantonales au financement de l'Université.

Art. 45 Abs. 2 Bst. c

[² Der Fakultätsrat:]

- c) wählt den Dekan, unter Vorbehalt der Bestätigung durch den Rektor; und

Art. 46 Abs. 1 und 3 Bst. a

¹ Der Dekan der Fakultät wird aus den Mitgliedern der Professorenschaft der Fakultät gewählt. Er wird für mindestens vier Jahre gewählt und kann wiedergewählt werden. Der Rektor bestätigt die Wahl des Dekans. Dieser wird von seinen Lehr- und Forschungsaufgaben teilweise befreit.

[³ Der Dekan:]

- a) präsidiert und leitet den Fakultätsrat, sorgt für die Ausführung der Ratsbeschlüsse, trifft die Entscheide, die in seine Zuständigkeit fallen, und erledigt die laufenden Geschäfte;

Art. 46a (neu) Konferenz der Dekane

Der Rektor beruft regelmässig die Konferenz der Dekane ein.

Art. 47 Abs. 4 (neu)

⁴ Der Staatsrat kann ein Institut ausnahmsweise und auf Antrag des Senats der Universität mit eigener öffentlich-rechtlicher Rechtspersönlichkeit ausstatten und die Besonderheiten seiner Stellung festlegen, wenn der Zweck, die Aufgaben oder die Finanzierung des Instituts dies rechtfertigen.

Art. 47a (neu) Assoziierte Institute

¹ Die Universität kann mit einem externen wissenschaftlichen Institut eine Vereinbarung zur Zusammenarbeit abschliessen, sofern es sich um ein universitäres Institut handelt und es keinen Erwerbszweck verfolgt.

² Die Vereinbarung regelt die allgemeinen Bestimmungen für die Stellung des assoziierten Instituts, wobei zumindest die jährliche Rechnungskontrolle, die Unterstellung unter die Qualitätssicherungsverfahren der Universität und die Einbindung des assoziierten Instituts in die strategische Planung festgelegt werden.

³ Hat die Vereinbarung Auswirkungen auf die kantonalen Beiträge zur Finanzierung der Universität, so bedarf sie der Genehmigung durch den Staatsrat.

Insertion d'un nouveau chapitre

CHAPITRE IIIa
Commission de recours

Art. 47b (nouveau) Statut et composition

- ¹ La Commission de recours de l'Université est une autorité spéciale de la juridiction administrative ayant le statut d'autorité judiciaire.
- ² Elle est composée d'un président, d'un vice-président, de six assesseurs et de six suppléants des assesseurs, qui sont élus par le Grand Conseil sur le préavis du Conseil de la magistrature.
- ³ Le président et le vice-président sont choisis parmi les juges professionnels au sens de la loi sur la justice; les autres membres de la Commission doivent être titulaires d'une licence ou d'un master. Les juges professionnels doivent soit être titulaires du brevet d'avocat, soit être titulaires d'une licence ou d'un master en droit. Ils doivent faire preuve de connaissances pratiques suffisantes pour l'exercice de la fonction.
- ⁴ Pour le surplus, les dispositions de la loi sur la justice relatives à la fonction de juge sont applicables par analogie aux membres de la Commission.

Art. 47c (nouveau) Compétences

- ¹ La Commission connaît des recours contre les décisions prises en dernière instance par le Rectorat, par une faculté, par une autre unité d'enseignement et de recherche, par une commission universitaire ou par un organe d'un corps universitaire; l'article 35 al. 1 let. d ch. 2 ainsi que la législation sur le personnel de l'Etat sont réservés.
- ² Les décisions de la Commission sont sujettes à recours au Tribunal cantonal, conformément au code de procédure et de juridiction administrative.

Art. 47d (nouveau) Fonctionnement

- ¹ Pour siéger, la Commission est composée du président ou du vice-président et de quatre assesseurs désignés par lui.
- ² Elle est indépendante dans l'exercice de ses attributions et placée sous la surveillance du Conseil de la magistrature; les dispositions de la loi sur la justice relatives à la surveillance s'appliquent par analogie.

Einfügen eines neuen Kapitels

3a. KAPITEL
Rekurskommission

Art. 47b (neu) Status und Zusammensetzung

- ¹ Die Rekurskommission der Universität ist eine besondere Verwaltungsjustizbehörde mit dem Status einer Gerichtsbehörde.
- ² Die Rekurskommission besteht aus einem Präsidenten, einem Vizepräsidenten, sechs Beisitzern und sechs Ersatzbeisitzern, die vom Grossen Rat auf Antrag des Justizrats gewählt werden.
- ³ Der Präsident und der Vizepräsident werden aus den Berufsrichtern im Sinne des Justizgesetzes ausgewählt; die übrigen Mitglieder der Kommission müssen im Besitz eines Lizentiats oder Masters sein. Berufsrichter müssen entweder im Besitz eines Anwaltspatentes oder eines Lizentiaten oder Masters der Rechtswissenschaften sein und genügende praktische Kenntnisse zur Ausübung des Amtes nachweisen.
- ⁴ Im Übrigen gelten die Bestimmungen des Justizgesetzes über das Amt des Richters sinngemäss für die Mitglieder der Kommission.

Art. 47c (neu) Zuständigkeiten

- ¹ Die Rekurskommission entscheidet über Beschwerden gegen letztinstanzliche Entscheide des Rektorats, einer Fakultät, einer anderen Lehr- und Forschungseinheit, einer universitären Kommission oder eines Organs einer universitären Körperschaft; Artikel 35 Abs. 1 Bst. d Ziff. 2 und die Gesetzgebung über das Staatspersonal bleiben vorbehalten.
- ² Entscheide der Rekurskommission können nach dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege mit Beschwerde an das Kantonsgericht angefochten werden.

Art. 47d (neu) Arbeitsweise

- ¹ Die Kommission tagt unter dem Vorsitz des Präsidenten oder des Vizepräsidenten mit vier von ihm bestimmten Beisitzern.
- ² Die Rekurskommission ist in der Ausübung ihrer Zuständigkeiten unabhängig und untersteht der Aufsicht durch den Justizrat; die Bestimmungen des Justizgesetzes zur Aufsicht gelten sinngemäss.

³ La Commission tient séance autant de fois que nécessaire. Elle peut décider par voie de circulation, sauf si l'un de ses membres s'y oppose.

⁴ La Commission assure l'information du public sur ses activités et la publicité de ses jugements.

⁵ Le Conseil d'Etat précise au besoin l'organisation et le fonctionnement de la Commission.

Art. 47e (nouveau) Procédure

¹ La procédure devant la Commission est régie par le code de procédure et de juridiction administrative.

² Elle est gratuite; toutefois, un émolumen global d'un montant maximal de 500 francs peut être mis à la charge du recourant qui succombe:
a) si ce dernier a occasionné des frais supplémentaires par sa faute;
b) en cas de procédure téméraire, abusive ou introduite à la légère;
c) si le recours a causé un travail excessif à la Commission.

Art. 50

Le Sénat est reconstitué dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur de la modification du ... de la présente loi.

Art. 51a (nouveau) Fin des rapports de service

La fin des rapports de service des membres du corps professoral de l'Université engagés avant le 1^{er} janvier 2003 est réglée par les dispositions en vigueur au moment de leur engagement.

Art. 51b (nouveau) Commission de recours – Droit transitoire

Les dossiers ouverts auprès de la Commission de recours de l'Université lors de l'entrée en vigueur de la modification du ... sont traités selon l'ancien droit si l'échange des écritures est terminé à ce moment-là; l'ancienne Commission continue à siéger jusqu'à leur liquidation.

³ Die Kommission tagt so oft wie notwendig. Sie kann auf dem Zirkulationsweg entscheiden, sofern kein Mitglied sich dem widersetzt.

⁴ Die Kommission sorgt für die Information der Öffentlichkeit über ihre Tätigkeit und für die Öffentlichkeit ihrer Urteile.

⁵ Der Staatsrat erlässt nach Bedarf Bestimmungen über die Organisation und Arbeitsweise der Kommission.

Art. 47e (neu) Verfahren

¹ Das Verfahren vor der Kommission richtet sich nach dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege.

² Das Verfahren ist unentgeltlich; dem unterliegenden Beschwerdeführer kann jedoch für das Verfahren vor der Rekurskommission eine Pauschalgebühr von höchstens 500 Franken auferlegt werden, wenn:
a) durch sein Verschulden Mehrkosten entstanden sind;
b) er mutwillig, missbräuchlich oder leichtfertig ein Verfahren eingeleitet hat;
c) der Rekurskommission durch die Beschwerde ein übermässiger Aufwand entstanden ist.

Art. 50

Der neue Senat wird innert sechs Monaten nach dem Inkrafttreten dieser Gesetzesänderung vom ... eingesetzt.

Art. 51a (neu) Beendigung des Dienstverhältnisses

Die Beendigung der Dienstverhältnisse der Professorinnen und Professoren, die vor dem 1. Januar 2003 angestellt wurden, richtet sich nach den Bestimmungen, die bei ihrer Anstellung galten.

Art. 51b (neu) Rekurskommission – Übergangsbestimmungen

Beschwerden, die beim Inkrafttreten der Gesetzesänderung vom ... bei der Rekurskommission der Universität hängig sind und bei denen der Schriftenwechsel zu diesem Zeitpunkt abgeschlossen ist, werden nach bisherigem Recht behandelt. Bis zur Erledigung dieser Verfahren tritt die bisherige Kommission weiter zusammen.

Art. 2

- ¹ Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.
- ² La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Art. 2

- ¹ Der Staatsrat bestimmt das Inkrafttreten dieses Gesetzes.
- ² Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.